

## Revue du Nouvel-Ontario

REVUE DU  
NOUVEL-  
ONTARIO

*Ottawa, lieu de vie français*, Anne Gilbert, Linda Cardinal, Michel Bock, Lucie Hotte et François Charbonneau (dir.), Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2017, 516 p.

Pierre Allard

Numéro 43, 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1058551ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1058551ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (imprimé)

1918-7505 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Allard, P. (2018). Compte rendu de [*Ottawa, lieu de vie français*, Anne Gilbert, Linda Cardinal, Michel Bock, Lucie Hotte et François Charbonneau (dir.), Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2017, 516 p.] *Revue du Nouvel-Ontario*, (43), 487–493. <https://doi.org/10.7202/1058551ar>

## **Ottawa, lieu de vie français**

Anne Gilbert, Linda Cardinal, Michel Bock, Lucie Hotte et François Charbonneau (dir.), Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2017, 516 p.

**PIERRE ALLARD**

*Ancien journaliste et éditorialiste au quotidien Le Droit*

Le livre *Ottawa, lieu de vie français*, publié en 2017 aux Presses de l'Université d'Ottawa, ne dominera jamais la liste des *best-sellers*. Mais l'ouvrage restera longtemps incontournable pour celui ou celle qui voudra s'informer de la présence franco-ontarienne et de la vitalité de la langue française dans la capitale fédérale au cours du dernier demi-siècle.

Ce volume de 500 pages bien cordées se veut une synthèse de travaux menés dans le cadre du *Chantier Ottawa*, un programme interdisciplinaire du Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa ayant pour objectif de « reconstruire une histoire locale, communautaire, institutionnelle et urbaine d'Ottawa, qui reflète la façon dont la ville a été vécue par les francophones qui l'habitent ».

Une vingtaine d'universitaires – professeurs de géographie, de science politique, de sociologie, de droit et de français – ont signé les 13 chapitres du volume, y épluchant, entre autres, le triste épisode de la rénovation urbaine d'une Basse-Ville jadis francophone, le débat orageux sur le

statut du français au sein de la municipalité, la gestation du régime actuel d'écoles de langue française, les enjeux de l'immigration francophone dans la capitale ainsi que la perception historique d'Ottawa comme « métropole » politique et culturelle de l'Ontario français.

Le projet étant tiré d'un chantier en progression, il fallait s'attendre à ce qu'il manque à *Ottawa, lieu de vie français* des pièces essentielles du casse-tête. Cependant, les thèmes qui y sont décortiqués permettent déjà de brosser un tableau innovant de la francophonie ottavienne. L'ouvrage, espérons-le, servira à la fois de référence et de tremplin aux chercheurs qui voudront retrousser leurs manches pour colmater les brèches historiques et thématiques.

Les chefs d'orchestre de l'ouvrage collectif, les professeurs Anne Gilbert, Linda Cardinal, Michel Bock, Lucie Hotte et François Charbonneau, tous de l'Université d'Ottawa, ont regroupé les chapitres sous trois grands titres : *Les gens et les lieux*, *La communauté et ses institutions* et *La politique et les mobilisations*. « Chacun des textes, expliquent-ils, offre des pistes de réflexion inédites sur le passé de la francophonie d'Ottawa et sur la façon dont il a influencé ce qu'elle est devenue. »

Le grand dérangement, pour ne pas dire l'ethnocide des communautés canadiennes-françaises de la Basse-Ville, le quartier historique où battait depuis le 19<sup>e</sup> siècle le cœur de la francophonie de la capitale, occupe entièrement ou partiellement trois chapitres. Les auteurs y ont reconstitué la chronologie et les effets d'une rénovation urbaine désastreuse pour les francophones, jusque-là plus ou moins enfouie dans un enchevêtrement de documents, d'études et de témoignages éparpillés dans les archives publiques et médiatiques.

La chercheuse Caroline Ramirez y fait revivre douloureusement les manigances de la municipalité, les communications unilingues anglaises ainsi que l'émergence trop tardive d'une résistance organisée chez les citoyens de la Basse-Ville, effleurant au passage le « racisme » antifrançais qui anima plusieurs décideurs importants. Au terme du processus de « rénovation » à la fin des années 1970, avec une gentrification qui s'amorçait déjà, la majorité francophone du quartier (plus de 80 % en 1961) vacillait. En 2011, la Basse-Ville Ouest ne comptait plus que 21,4 % de résidents ayant le français comme langue maternelle...

*Ottawa, lieu de vie français* consacre également trois chapitres à la réalité du « bilinguisme » dans la capitale depuis les années 1960, de l'avènement d'une politique municipale de bilinguisme, aux débats sur les services à offrir en français, et enfin aux enjeux juridiques d'une reconnaissance législative officielle de l'égalité de l'anglais et du français à Ottawa. On y retrace minutieusement la progression appréciable mais cahoteuse du statut du français depuis un difficile début. Le professeur François Charbonneau rappelle d'ailleurs qu'Ottawa avait été l'« une des seules administrations municipales qui refusa de collaborer à la recherche » de la Commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Malheureusement, selon le professeur de droit Pierre Foucher, *Queen's Park* a officialisé le « bilinguisme » d'Ottawa après la rédaction du chapitre où il soupesait en détail l'impact éventuel d'une égalité légiférée des deux langues dans la capitale. Il concluait que « la reconnaissance législative des langues officielles à Ottawa et de leur égalité de statut, de droits et de privilèges [...] entraînerait

des conséquences pratiques en pérennisant et en clarifiant ces droits », leur donnant « plus d'ampleur ». Pouvait-il prévoir que l'Ontario se contenterait de déclarer, en annexe à une loi omnibus, que le bilinguisme officiel d'Ottawa était la politique actuelle de bilinguisme de la ville et rien de plus?

En 1951, dans la revue *Vie française*, Séraphin Marion écrivait : l'« Ottawa français [...] répand chez lui et autour de lui la vraie culture française » et, à cet égard, la capitale « est devenue la surprenante émule de ses grandes sœurs, Québec et Montréal ». Cette perception de l'importance d'Ottawa comme pôle politique et culturel francophone en avait fait, du moins dans l'esprit des Franco-Ottaviens, la métropole de l'Ontario français. Depuis ce temps, cependant, le « centre de gravité » de la collectivité franco-ontarienne est « bel et bien en mouvement », constate Michel Bock, professeur d'histoire à l'Université d'Ottawa.

Dans un chapitre peint sur fond de transformations identitaires profondes au sein de la collectivité franco-ontarienne, ce « passage du Canada français à l'Ontario français, puis à la francophonie ontarienne », l'historien fait le récit fascinant d'une métropole de plus en plus contestée avec l'émergence et l'ascension de Sudbury, puis de Toronto, comme pôles institutionnels majeurs de la Franco-Ontarie. Le chapitre suivant, fort d'un recensement exhaustif de la littérature et du théâtre ottaviens des années 1970-1980, conclut qu'Ottawa avait alors repris à Sudbury le titre de capitale culturelle de l'Ontario français, « puisque l'activité littéraire et théâtrale y est plus féconde que partout ailleurs en province ».

Un ouvrage comme *Ottawa, lieu de vie français* aurait été incomplet sans une sérieuse incursion en milieu sco-

laire, terrain de combat principal des Franco-Ontariens depuis plus de 100 ans. Le professeur de littérature Jean-Philippe Croteau (Université de Sichuan, Chine) se penche sur l'ensemble des réformes qui ont marqué le passage des anciennes écoles élémentaires et secondaires « bilingues » au régime actuel de réseaux parallèles (catholiques et publics) d'écoles de langue française sous gouvernance franco-ontarienne. Ces transformations se sont opérées partout en Ontario, mais l'auteur insiste sur le fait que « la région d'Ottawa a joué un rôle important sur le plan des revendications scolaires, non seulement en tant que lieu de débat, mais aussi en tant qu'agent initiateur de changement ».

On se serait attendu à ce que le collectif de professeurs d'université réserve une place de choix aux luttes pour la création d'institutions franco-ontariennes au postsecondaire (collégial et universitaire), mais l'ouvrage se limite à une analyse – fort pertinente – de l'évolution des deux universités catholiques bilingues de la capitale, l'Université Saint-Paul et le Collège universitaire des Dominicains. Les luttes pour créer La Cité collégiale et pour préserver et promouvoir la présence francophone à l'Université d'Ottawa auraient constitué des champs d'étude bien plus importants pour *Ottawa, lieu de vie français*. Ces grands dossiers ont été laissés pour compte. Peut-être sont-ils déjà en chantier?

Par ailleurs, un retour sur le passionnant épisode de *C'est l'temps* (justice en français), signé Marie-Hélène Eddie et Linda Cardinal, professeures à l'Université d'Ottawa, jette un éclairage révélateur sur la couverture intense accordée par le quotidien *Le Droit* à ce mouvement en 1975... ainsi que sur l'effort, beaucoup moins prononcé, des quotidiens de langue anglaise d'Ottawa de

faire de même. Elles en concluent que « les francophones en milieu minoritaire au Canada sont particulièrement dépendants des médias francophones pour s'informer des questions qui les concernent ». Un regret? Qu'on n'ait pas réussi à interroger des artisans du journal de cette époque. Certains étaient sur la ligne de front, tels le regretté chef des nouvelles Guy Béland et le représentant publicitaire Jean-Guy Giroux, croqués à leur sortie de prison dans une photo que les auteures reproduisent dans le chapitre *C'est l'temps...*

S'il fallait trouver une faiblesse à ce magnifique volume, ce serait dans sa difficulté à bien cerner les principales concentrations de francophones à l'extérieur de la Basse-Ville. Dans le cadre des limites traditionnelles d'Ottawa (bien avant les fusions de 2001), il n'existait qu'un autre quartier massivement francophone, celui formé par les communautés de Saint-François-d'Assise et Mechanicsville, situées à l'ouest des Plaines LeBreton. Au tout premier défilé de la Saint-Jean à Ottawa, en 1950, le seul char allégorique était celui de la paroisse Saint-François-d'Assise. Un autre territoire urbain était très majoritairement francophone : la ville de Vanier, qui resta séparée d'Ottawa jusqu'en 2001.

Alors, quand on parle du secteur Westboro, très anglophone, comme « bastion historique » des Franco-Ontariens, cela fait un peu sourire... Quant au quartier des Plaines LeBreton, exproprié brutalement au milieu des années 1960, il abritait certes une proportion appréciable de francophones, mais ne constituait pas « un quartier francophone emblématique de la capitale ».

Enfin, l'ouvrage collectif présente, au tout premier chapitre, un regard historique probant sur l'évolution démographique et géographique des Canadiens français

à Ottawa, mais reste plutôt discret sur la problématique d'une assimilation qui s'accroît à chaque recensement fédéral. Le recours à la définition inclusive du français proposée par l'Ontario, qui gonfle les effectifs de la francophonie, permet plus facilement de conclure « sur une note d'espoir ». Mais l'objectif de ces recherches étant de projeter le vécu, la réalité des Franco-Ottaviens, il faudrait éplucher les statistiques des recensements et comparer davantage les données sur la langue maternelle et la langue d'usage à Ottawa. On pourrait alors affronter mieux armé la confection de cette « note d'espoir ».

Bref, *Ottawa, lieu de vie français* reste et restera un ouvrage incontournable, à lire, à annoter, puis à relire. Et surtout, à conserver dans une place de choix de sa bibliothèque!